RAPPORT D’ACTIVITÉ
DE LA COMMISSION DE SURENDETTEMENT DU PUY DE DÔME
PORTANT SUR L’ANNEE 2014

Rapport établi conformément à l’article L.331-12 du Code de la consommation

Préambule la commission de surendettement du Puy-de-Dôme est compétente pour l’ensemble du département. Elle s’est réunie à 23 reprises au cours de l’année sous revue.

Principaux éléments relatifs à l’activité de la commission

Dépôts de dossiers et redépôts
Statistiquement, le nombre de dossiers déposés a augmenté de près de 5% d’une année sur l’autre dans le Puy-de-Dôme. Cette augmentation est intégralement imputable au changement de procédure introduit par la loi bancaire du 26 juillet 2013, applicable depuis le 1er janvier 2014. En effet, alors qu’auparavant, certains dossiers étaient réexaminés d’office par les commissions, il n’est plus désormais procédé à de tels réexamen qu’à la demande des personnes concernées, ce qui se traduit par le dépôt d’un nouveau dossier.
Le taux de redépôts du Puy-de-Dôme, lui, est comparable à la moyenne nationale (42%).

Recevabilité et orientation
En 2014, le nombre de dossiers traités dans le Puy-de-Dôme est de 19% supérieur à 2013. Cela explique les variations sensibles d’une année sur l’autre : examens de recevabilité + 23% et décisions d’orientation + 17%.

Solutions amiables / mesures imposées ou recommandées / mesures d’effacement de dettes
L’augmentation du nombre de dossiers traités se traduit par les variations suivantes d’une année sur l’autre : solutions amiables – 20%, mesures imposées ou recommandées (dont les mesures imposées et recommandées immédiates, nouveauté induite par la loi bancaire) + 91%, rétablissement personnel + 15%.
Pour autant, la structure de décision de la commission (page 5) est analogue en tous points à la moyenne nationale.

Mesures pérennes et mesures provisoires
La part des mesures provisoires est contenue dans le département à un niveau voisin de ce qui est constaté en France (25% contre 27% à fin septembre 2014).

1 « Chaque commission de surendettement des particuliers établit un rapport d’activité annuel. Ce rapport fait état de données statistiques sur le nombre des dossiers traités ainsi que les mesures prises ou recommandées par la commission. Il précise la typologie de l’endettement présentée dans ces dossiers et les difficultés de toute nature rencontrées dans leur traitement. Les rapports d’activité des commissions sont transmis à la Banque de France qui en présente la synthèse dans le rapport mentionné à l’article L. 143-1 du code monétaire et financier. »


<table>
<thead>
<tr>
<th>Relations avec les parties prenantes de la procédure</th>
<th>Nombre de réunions</th>
<th>Objectif / Thème de la réunion</th>
</tr>
</thead>
</table>
| Tribunal ou greffe du tribunal                     | 2                  | - Présentation du rapport annuel d’activité de la commission  
|                                                   |                    | - Réunion sur des points précis de procédure                   |
| Commission de coordination des actions de prévention des actions d’expulsion (CCAPEX) | 9 (Pour mémoire, 0 en 2013) | Réunions mensuelles de la CCAPEX pour examen des dossiers |
| Organismes et les travailleurs sociaux (organismes à caractère social, CAF, FSL, CESF…) | 7 réunions 226 travailleurs sociaux | Présentation de la nouvelle loi et rappel des bonnes pratiques pour le dépôt d’un dossier de surendettement |
| Rencontre avec l’UNCCAS dans le cadre de la convention nationale | Pas de réunion spécifique | Suite aux élections municipales, le bureau de l’UDCCAS a été renouvelé et nous a proposé de collaborer plus étroitement à partir de 2015. En 2014, les travailleurs sociaux des CCAS du département ont été invités à se joindre aux réunions organisées avec le conseil général. |
| Associations de défense des consommateurs et des familles, caritatives ou d’aide aux personnes en difficulté financière | Pas de réunion spécifique | | |
| Autres parties prenantes : Établissements de crédit de la place, huissiers, chargés de recouvrement, bailleurs… | 1 réunion à la demande de 2 établissements de crédit | Présentation de la nouvelle loi et de l’activité du secrétariat à une vingtaine de collaborateurs, une seconde réunion est prévue au 1er trimestre 2015 |
| Autres actions de concertation, d’information ou de formations effectuées (éducation nationale…) | 1 réunion des représentants des banques de la place | Présentation de la nouvelle loi et de l’activité du secrétariat |

**Relations avec la commission de coordination des actions de prévention des actions d’expulsion (CCAPEX) :**

En 2014, les deux commissions ont coopéré pour prévenir ou suspendre plus efficacement les actions d’expulsions des ménages surendettés grâce à une présence quasi systématique du secrétariat de la commission lors des réunions mensuelles de la CCAPEX. De plus, l’action de la commission de surendettement a été présentée aux membres de la CCAPEX à l’occasion d’une journée dédiée. Un focus sur la nouvelle loi a également été effectué à cette occasion.

En 2015, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi ALUR, la présence du secrétariat sera réduite du fait de la nomination d’un correspondant CCAPEX pour la commission de surendettement à qui le secrétariat fournira toutes informations utiles permettant à la CCAPEX de rendre ses avis.

---

2 (organisées ou participation)
Principales difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la procédure

Principales difficultés rencontrées quant à l’application de dispositions de la procédure

Tout début 2014, la mise en œuvre de la loi bancaire a fait l’objet d’actions de communication spécifiques à destination de tous les agents du secrétariat de la commission, puis à destination des membres de la commission et enfin à destination des principaux partenaires (magistrats, CCAPEX, travailleurs sociaux, …) de la commission de surendettement du Puy-de-Dôme.

L’accent a été mis sur les modifications de procédure induites par la loi bancaire.

Aussi, la commission n’a pas rencontré de difficulté particulière.

Principales difficultés rencontrées auprès des créanciers ou avec d’autres acteurs de la procédure

La gestion des découverts bancaires par les établissements de crédit ne semble pas de nature à faciliter la mise en place des plans d’apurement des débiteurs.

Ainsi, alors que la commission enregistre -sur déclaration des débiteurs - le solde du compte en fin de mois qui représente généralement le montant le plus important du découvert bancaire, de nombreux établissements de crédit actualisent leur créance sur la base du montant du solde à réception de la lettre de recevabilité du dossier, qui peut intervenir juste après le versement des ressources, ne traduisant pas la réalité mensuelle du compte.

Ce mode de gestion a pour effet de générer des rejets de prélèvement et des frais qui peuvent dans certains cas rendre difficile la mise en œuvre du plan d’apurement des dettes élaboré par la commission.

Date  25 février 2015

Président de la Commission

Secrétaire de la Commission
### Annexe n°1 du rapport d’activité
**Données d’activité 2014**

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Année 2014</th>
<th>Année 2013</th>
<th>Variation N / N-1 (en %)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Dossiers déposés (en nombre)</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dont proportion de redépôts (en %)*</td>
<td>42,07</td>
<td>39,04</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dont proportion de redépôts suite à une suspension d’exigibilité (en %)*</td>
<td>10,46</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Dossiers soumis pour examen de recevabilité (en nombre)</strong></td>
<td>2009</td>
<td>1636</td>
<td>22,80</td>
</tr>
<tr>
<td>- Dossiers recevables (y compris dossiers jugés recevables)</td>
<td>1890</td>
<td>1550</td>
<td>21,94</td>
</tr>
<tr>
<td>- Dossiers irrecevables (A)</td>
<td>144</td>
<td>99</td>
<td>45,45</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Décisions d’orientation des Commissions (en nombre)</strong></td>
<td>1927</td>
<td>1644</td>
<td>17,21</td>
</tr>
<tr>
<td>- vers une procédure de rétablissement personnel avec ou sans liquidation judiciaire</td>
<td>649</td>
<td>586</td>
<td>10,75</td>
</tr>
<tr>
<td>- vers une procédure de réaménagement de dettes</td>
<td>1278</td>
<td>1058</td>
<td>20,79</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Mesures de rétablissement personnel (en nombre) (B)</strong></td>
<td>660</td>
<td>572</td>
<td>15,38</td>
</tr>
<tr>
<td>- Recommandations d’effacement de dettes (PRP sans LJ)</td>
<td>645</td>
<td>566</td>
<td>13,96</td>
</tr>
<tr>
<td>- Accords débiteurs sur les demandes d’ouverture d’une PRP avec LJ</td>
<td>15</td>
<td>6</td>
<td>150</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Mesures de réaménagement des dettes (en nombre) (C)</strong></td>
<td>1280</td>
<td>979</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Plans conventionnels conclus</td>
<td>423</td>
<td>530</td>
<td>-20,19</td>
</tr>
<tr>
<td>- dont plans conventionnels conclus régissant l’intégralité de l’endettement*</td>
<td>188</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- dont plans conventionnels conclus présentant un prêt immobilier ou avec la présence d’un bien immobilier</td>
<td>52</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Mesures imposées ou recommandées (avec MIRI)</strong></td>
<td>857</td>
<td>449</td>
<td>90,87</td>
</tr>
<tr>
<td>- dont mesures imposées ou recommandées immédiates élaborées</td>
<td>464</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- dont mesures imposées ou recommandées consistant en une suspension</td>
<td>318</td>
<td>82</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Dossiers clôturés toutes phases (en nombre) (D)</strong></td>
<td>200</td>
<td>262</td>
<td>-23,66</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Autres sorties (E)</strong></td>
<td>19</td>
<td>19</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Dossiers traités par les Commissions (en nombre) (A+B+C+D+E)</strong></td>
<td>2303</td>
<td>1931</td>
<td>19,26</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Renvoi des dossiers par les juges aux Commissions (en nombre)</strong></td>
<td>5</td>
<td>11</td>
<td>-54,55</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Recommandations homologuées par les juges (en nombre)</strong></td>
<td>929</td>
<td>801</td>
<td>15,98</td>
</tr>
</tbody>
</table>

---

3 France métropole et hors métropole
### Structure de décision de la commission

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Données commission</th>
<th>Données région</th>
<th>Données nationales</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Part des dossiers clôturés avant orientation ou déclarés irrecevables (en % des dossiers traités)</td>
<td>11,20</td>
<td>9,21</td>
<td>11,66</td>
</tr>
<tr>
<td>Part des dossiers orientés en PRP avec liquidation judiciaire ou ayant fait l'objet d'une recommandation de RP sans liquidation judiciaire (en % des dossiers traités)</td>
<td>28,75</td>
<td>30,26</td>
<td>29,61</td>
</tr>
<tr>
<td>Part des plans conventionnels (en % des dossiers traités)</td>
<td>18,37</td>
<td>19,94</td>
<td>15,91</td>
</tr>
<tr>
<td>Part des mesures imposées ou recommandées (hors MIRI) (en% des dossiers traités)</td>
<td>17,06</td>
<td>16,23</td>
<td>17,34</td>
</tr>
<tr>
<td>Part des mesures imposées ou recommandées immédiates (en % des dossiers traités)</td>
<td>20,15</td>
<td>20,40</td>
<td>20,96</td>
</tr>
<tr>
<td>Part des sorties diverses (en % des dossiers traités)</td>
<td>4,47</td>
<td>3,95</td>
<td>4,53</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Taux de solutions pérennes</strong> * sur 9 mois</td>
<td><strong>74,70</strong></td>
<td><strong>73,62</strong></td>
<td><strong>72,87</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>
## Annexe 2 du rapport d’activité

### Typologie de l’endettement

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nom géographique</th>
<th>Type de dettes</th>
<th>Encours des dettes en milliers €</th>
<th>Nombre total de dossiers</th>
<th>Nombre de dettes</th>
<th>Part dans l’endettemet global</th>
<th>Endettement moyen en €</th>
<th>Dossiers concernés</th>
<th>Nombre moyens de dettes en unité</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>AUVERGNE</td>
<td>Dettes financières</td>
<td>139558,4</td>
<td>4162</td>
<td>19856</td>
<td>81.73%</td>
<td>33531,56</td>
<td>90.26%</td>
<td>4,77</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Dont Dettes financières</td>
<td>3.317,72</td>
<td>2628</td>
<td>3386</td>
<td>1.94%</td>
<td>1.262,45</td>
<td>56.99%</td>
<td>1,28</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Dont Dettes financières consommation</td>
<td>77320,39</td>
<td>3758</td>
<td>15153</td>
<td>45.28%</td>
<td>20574,88</td>
<td>81.50%</td>
<td>4,03</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Dont Dettes financières immobilières</td>
<td>58920,26</td>
<td>677</td>
<td>1317</td>
<td>34.51%</td>
<td>87031,4</td>
<td>14.68%</td>
<td>1,95</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Dettes de charges courantes</td>
<td>16188,58</td>
<td>3685</td>
<td>15113</td>
<td>9.48%</td>
<td>4.393,10</td>
<td>79.92%</td>
<td>4,1</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Autres dettes</td>
<td>15005</td>
<td>2646</td>
<td>6866</td>
<td>8.79%</td>
<td>5.670,82</td>
<td>57.38%</td>
<td>2,59</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Endettement global</td>
<td>170751,9</td>
<td>4611</td>
<td>41834</td>
<td>100.0%</td>
<td>37031,43</td>
<td>100.0%</td>
<td>9,07</td>
</tr>
<tr>
<td>Commission de surendettement des particuliers du Puy-de-Dôme</td>
<td>Dettes financières</td>
<td>59573,84</td>
<td>1743</td>
<td>8684</td>
<td>81.43%</td>
<td>34178,91</td>
<td>92.22%</td>
<td>4,97</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Dont Dettes financières</td>
<td>1.414,54</td>
<td>1095</td>
<td>1405</td>
<td>1.93%</td>
<td>1.291,82</td>
<td>57.94%</td>
<td>1,28</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Dont Dettes financières consommation</td>
<td>33492,23</td>
<td>1602</td>
<td>6772</td>
<td>45.78%</td>
<td>20906,51</td>
<td>84.76%</td>
<td>4,23</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Dont Dettes financières immobilières</td>
<td>24667,06</td>
<td>249</td>
<td>487</td>
<td>33.72%</td>
<td>99064,51</td>
<td>13.17%</td>
<td>1,96</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Dettes de charges courantes</td>
<td>6.055,13</td>
<td>1485</td>
<td>5601</td>
<td>8.28%</td>
<td>4.077,53</td>
<td>78.57%</td>
<td>3,77</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Autres dettes</td>
<td>7.534,28</td>
<td>1027</td>
<td>2633</td>
<td>10.30%</td>
<td>7.336,20</td>
<td>54.34%</td>
<td>2,56</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Endettement global</td>
<td>73163,25</td>
<td>1890</td>
<td>16898</td>
<td>100.0%</td>
<td>38710,71</td>
<td>100.0%</td>
<td>8,94</td>
</tr>
</tbody>
</table>